

Revue de presse



Dimanche 13 février 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le Président Tebboune préside dimanche une réunion du Conseil des ministres

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale préside dimanche une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen du programme national de dessalement de l'eau de mer, l'approvisionnement du marché national en produits de consommation, et les industries électriques, indique samedi un communiqué de la Présidence de la République.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

E-Commerce: appel à la révision des nouvelles taxes sur les colis du matériel informatique et technique

Le Groupement des acteurs algériens du Numérique (GAAN) a appelé les services concernés à la révision "radicale" des nouvelles taxes douanières sur les colis postaux dans le cadre du e-commerce, en ce qui concerne le matériel informatique et tous les équipements techniques et leurs accessoires.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Hausse des prix: l'impact atténué grâce à la politique sociale de l'Etat

La politique sociale de l'Etat algérien, renforcée par les récentes exonérations fiscales, a réussi à atténuer les effets, sur les salariés, des hausses des prix des produits alimentaires de base à l'International, soulignent des observateurs, se félicitant des dernières mesures prises pour venir à bout des spéculateurs.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Lait subventionné: une nouvelle carte de distribution pour un meilleur approvisionnement

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations s'attèle à l'élaboration d'une nouvelle carte de distribution du lait subventionné en coordination avec le ministère de l'Agriculture pour un meilleur approvisionnement du marché en cette matière, a indiqué un responsable du ministère.

LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie

Hausse des taxes et droits douaniers sur le matériel informatique importé via colis postaux : La Douane algérienne répond à la polémique

La valeur des taxes et droits de douane imposés, en vertu de la loi de Finances (LF) 2022, sur les colis postaux et les marchandises importées par voie express dépassent les limites de 150 % de la valeur de la marchandise. Ce qui impacte lourdement ce commerce.

Cette mesure a suscité une surprise parmi les citoyens et une polémique chez les associations de protection des consommateurs et les économistes, qui ont exprimé leurs inquiétudes quant à l'avenir du e-commerce en Algérie.

La Direction générale des Douanes algériennes a précisé, hier, que les nouveaux tarifs des taxes et droits de douane sur les marchandises importées par colis postaux ne sont pas destinés aux grossistes et importateurs légaux, mais s'adressent aux personnes qui pratiquent le commerce électronique sans registre commercial.



Hausse des prix à l'International : La politique sociale de l'Etat atténue l'impact sur les salariés

La politique sociale de l'Etat algérien, renforcée par les récentes exonérations fiscales, a réussi à atténuer les effets, sur les salariés, des hausses des prix des produits alimentaires de base à l'international, soulignent des observateurs, se félicitant des dernières mesures prises pour venir à bout des spéculateurs.



Nouvelle loi sur l'investissement : Un guichet unique pour faciliter les IDE

La nouvelle loi sur l'investissement prévoit plusieurs nouvelles mesures pour faciliter les investissements étrangers en Algérie, dont la création d'un guichet unique, a affirmé le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar.



Programme d'action du CNESE : Les engagements du Président Tebboune, document de référence

Le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Khelladi Bouchenak Sidi Mohamed, a recommandé l'adoption des 54 engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, comme document de travail pour l'élaboration du programme d'action du Conseil en vue d'accompagner le gouvernement dans leur mise en œuvre, a indiqué vendredi un communiqué de l'institution consultative.



RELANCE DE L'INDUSTRIE

L'importation des véhicules renvoyée aux calendes grecques

Selon le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, la priorité est la mise en place d'une industrie de l'automobile. Intervenant jeudi dernier au Parlement lors d'une plénière consacrée aux questions orales des députés, le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, est revenu encore une fois sur le dossier de l'importation de véhicules neufs. Selon lui, le cahier des charges est actuellement «en cours de révision».

OPPORTUNITÉS D'IDE

L'ALGÉRIE 4e PARMIS LES 10 MEILLEURS PAYS AFRICAINS

L'Algérie est classée 4e parmi les 10 meilleurs pays africains pour investir en 2022, selon un classement établi par Business Insider Africa. L'édition africaine de Business Insider, un site-web américain dédié à l'information économique, souligne dans sa présentation de l'Algérie «les opportunités commerciales profitables aux investisseurs» qu'offre le pays, notamment «avec des lois récentes encourageant les investissements étrangers».

REVALORISATION ANNUELLE DES PENSIONS

Les retraités s'impatientent

Après l'Organisation syndicale des retraités algériens (OSRA), c'était au tour du Collectif des retraités du régime général de monter au créneau. Le retard enregistré dans le versement de la revalorisation de la retraite de 2021 inquiète les retraités algériens, dont la pension jugée des plus dérisoires ne leur permet même pas de subvenir à leurs besoins les plus élémentaires face à la hausse généralisée des prix et la faiblesse du pouvoir d'achat. Après l'Organisation syndicale des retraités algériens (OSRA), c'était au tour du Collectif des retraités du régime général de monter au créneau.

PÉNURIE DE PRODUITS DE LARGE CONSOMMATION

REPORT DE LA PRÉSENTATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'APN

Le président de la mission d'information parlementaire chargée de l'enquête sur la pénurie de l'huile de table et d'autres produits de large consommation, Ismail Kouadria, devait animer une conférence de presse pour rendre publics les détails du rapport d'investigation mais, selon nos sources, il n'a pas eu le quitus du président de l'Assemblée populaire nationale (APN).

AUTOMOBILE

PLUSIEURS CONCESSIONNAIRES FERMENT BOUTIQUE

Les concessionnaires sont exaspérés par le retard pris par la finalisation du dossier lié à l'importation de véhicules neufs. Beaucoup pensent même que ce n'est pas de sitôt que l'Algérie en importera. Devant un tel constat, le Groupement des concessionnaires automobiles (GCA) indique dans une lettre adressée vendredi au ministre de l'Industrie et dont le journal détient une copie, que ses membres au nombre de 80 «ont décidé à l'unanimité de stopper toute activité et de libérer les employés encore actifs».

Il avance en guise d'argument que le maintien de l'activité est trop coûteux, surtout que les concessionnaires en consenti un investissement de 1000 milliards de centimes. Une somme, disent-ils, qui ne sera vraisemblablement jamais récupérée. Le GCA a décidé également de geler tout paiement d'impôts, de taxes et de l'Impôt sur le revenu global (IRG) jusqu'à nouvel ordre, tout en rappelant que chaque opérateur perd chaque mois 5 millions de dinars entre frais de location et masse salariale sans qu'il n'y ait des rentrées en contrepartie.

NOUVELLE LOI SUR L'INVESTISSEMENT

Une limitation à 10% de la main-d'œuvre étrangère

La nouvelle loi sur l'investissement prévoit plusieurs nouvelles mesures pour faciliter les investissements étrangers en Algérie, dont la création d'un guichet unique, a affirmé le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar. Dans un entretien accordé à l'APS, M. Zeghdar a expliqué que la nouvelle loi sur l'investissement, actuellement en cours d'examen au niveau du gouvernement, prévoit «la création d'un guichet unique pour les grands investissements et les investissements comptant des étrangers, et ce, pour une prise en charge rapide et efficace de ces projets ».

COMMENTAIRE

La fin des chimères

La rupture avec l'ancien régime politique passe également par la fin des chimères qui l'avaient caractérisé, dont celle qui promettait une voiture neuve pour chaque citoyen disposant d'un salaire et un véhicule utilitaire pour tout demandeur d'emploi. Cette sortie de piste économique était rendue possible par la rente pétrolière aujourd'hui réduite à sa plus simple expression. Le mirage des véhicules flambant neufs, dotés de tous les équipements de sécurité exigés dans le monde, mis à la disposition du commun des citoyens, est en train de se dissiper à l'heure où l'économie productive dépasse péniblement le stade des vœux pieux.



IMPORTATION DE VOITURES NEUVES

Ca patine

Plus de deux mois après l'injonction du chef de l'État, le cahier des charges fixant les conditions d'importation de véhicules neufs n'est toujours pas prêt. Jeudi, devant les députés, le ministre de l'Industrie s'est montré quelque peu évasif sur la question. En attendant, le citoyen doit compter sur ses seules capacités à pouvoir importer une voiture neuve.



IMPORTATION DE TÉLÉPHONES PORTABLES ET MATÉRIELS INFORMATIQUES

Des taxes qui plombent le développement des nouvelles technologies

Le développement et la généralisation en Algérie des nouvelles technologies, de la numérisation et même de la monétique risquent d'être entravés par l'instauration de fortes taxations en 2022 sur l'importation par colis postaux de téléphones portables et autres matériels et accessoires informatiques.

En effet, à travers une récente correspondance notifiée à l'adresse de l'Inspection principale des colis postaux, les services fiscaux ont dressé un listing exhaustif des niveaux de taxations totales auxquels sont désormais soumises les importations des produits en question, et ce, en application des nouvelles dispositions charriées par la loi de finances 2022.



L'ÉDITO

Projet contre arlésienne

Comme une rengaine, le dossier de l'automobile revient régulièrement faire l'actualité sans en être véritablement une. Il est aisé de comprendre que ce retard ou cette tergiversation, selon les interprétations de chacun, dans l'élaboration du cahier des charges puisse s'expliquer, du moins en partie, par le "traumatisme" provoqué par la première expérience de l'industrie automobile. Expérience traumatisante à plus d'un titre, pour les autorités du pays et pour le citoyen qui aspire à posséder un véhicule.



POUR ACCOMPAGNER L'ACTION DU GOUVERNEMENT

Le Cnese adopte les engagements du président Tebboune

Le président du Conseil national économique, social et environnemental (Cnese), Khelladi Bouchenak Sidi Mohamed, a recommandé l'adoption des 54 engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, comme document de travail pour l'élaboration du programme d'action du Conseil en vue d'accompagner le gouvernement dans leur mise en œuvre, a indiqué hier un communiqué de l'institution consultative.



L'ÉDITO

Volonté et réalité

Le ministre de l'Industrie a été très loquace, hier, sur la façon dont le gouvernement entend révolutionner l'investissement de sorte à en accélérer le rythme et arriver à booster une croissance tirée jusque là essentiellement par les hydrocarbures. Pour donner des gages de ses bonnes intentions, l'Exécutif n'a d'ailleurs pas attendu la promulgation de la nouvelle loi sur l'investissement, actuellement en préparation, pour prendre des mesures à même de dynamiser l'activité économique. Et il aura ainsi fallu une décision politique pour débloquer des centaines de projets d'investissement, dont les dossiers moisissaient dans les tiroirs d'une administration sclérosante.



NOUVELLE LOI SUR L'INVESTISSEMENT

Le gouvernement cible les IDE La nouvelle version de la loi sur l'investissement prévoit “la création d'un guichet unique pour les grands investissements et les investissements comptant des étrangers”, a indiqué hier le ministre de l'Industrie. Le texte de la nouvelle loi sur l'investissement, actuellement en cours d'examen par le gouvernement, prévoit la création d'un guichet unique pour mieux capter les investissements non résidents (IDE), a révélé hier le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, dans un entretien accordé à l'agence APS.



LEVÉE DES OBSTACLES SUR LES INVESTISSEMENTS

L'opération sera étendue aux projets en cours de réalisation

La levée des obstacles sur les investissements – limitée actuellement aux projets achevés mais non lancés pour des raisons administratives — sera étendue aux projets en cours de réalisation, a indiqué le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, dans un entretien à l'APS. Le ministre a annoncé avoir donné des instructions, lors de la dernière réunion de la Commission nationale de suivi des projets d'investissement en suspens, pour “accélérer l'examen des dossiers (concernant les projets achevés) pour pouvoir prendre en charge les projets d'investissement en cours de réalisation qui souffrent de difficultés empêchant leur réalisation”.



SURTAXATION DES PRODUITS ÉLECTRONIQUES ET INFORMATIQUES

Les acteurs du numérique demandent le retrait de la mesure.

Les professionnels du numérique réaffirment le droit des opérateurs activant dans la filière d'acquérir des équipements nécessaires au fonctionnement de leur activité.

La surtaxation des produits électroniques et informatiques fait sortir les professionnels du numérique de leurs gonds. Le Groupement algérien des acteurs du numérique (Gaan) a appelé les pouvoirs publics à revoir de fond en comble le nouveau barème d'imposition appliqué à l'importation des produits numériques, y voyant “une sanction infligée à la majorité des Algériens, faute de sanctionner le comportement d'une minorité”.



OPEP

Le pétrole algérien a gagné plus de 12 dollars en janvier

Les cours du Sahara Blend, le brut de référence algérien, ont progressé de 12,71 dollars en janvier dernier, portés notamment par une forte demande sur les marchés et les tensions géopolitiques, a indiqué l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), dans son rapport mensuel, publié jeudi dernier.

La moyenne mensuelle des prix du brut algérien est passée de 75,50 dollars/baril en décembre 2021 à 88,21 dollars en janvier 2022, soit une hausse de 16,8%, selon la même source. Avec cette progression, le Sahara Blend a été le 2e brut le plus cher des 13 bruts de l'Opep en janvier dernier, après l'Angolais Girassol.



APPELS D'OFFRES DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Un formulaire numérique au profit des micro entreprises

Les services du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro-entreprise ont appelé, jeudi dernier dans un communiqué, les propriétaires de micro-entreprises financées par l'Anade à s'inscrire sur un formulaire numérique, en vue de participer à un appel d'offres de services proposés par les entreprises publiques économiques (EPE).



MOIS DE RAMADHAN

Les produits alimentaires disponibles en grandes quantités

LE DIRECTEUR DE L'ORGANISATION des marchés et des activités commerciales au ministère du Commerce, Ahmed Mokrani, a affirmé la disponibilité en «grandes» quantités des produits alimentaires de large consommation durant le mois de Ramadhan, ce qui permettra d'éviter toute perturbation dans l'approvisionnement des marchés en ce mois sacré.

Une commission interministérielle œuvre actuellement à garantir la disponibilité en quantités suffisantes et à des prix raisonnables de tous les produits de consommation, durant le mois sacré du Ramadhan, a déclaré Mokrani dans un entretien accordé à l'APS.



IMPORTATION

Smartphones et outils électroniques surtaxés

Les Algériens croulent sous les taxes. À la hausse généralisée des prix des produits de large consommation s'ajoutent les taxes et les droits de douanes sur les produits informatiques et électroniques importés. Dans une correspondance adressée à l'inspecteur principal des colis postaux, les services du ministère des Finances ont dévoilé les taux cumulés de droits et taxes appliqués aux smartphones, les tablettes et plusieurs produits électroniques.



Les entreprises publiques essouffées

Selon Zeghdar, les efforts de relance «vont bon train»

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar a réitéré, avant-hier, à Alger, la mobilisation de tous ses services afin de trouver des solutions pour la « relance des entreprises industrielles à l'arrêt ou en difficultés financières pour préserver les postes d'emplois et relancer l'investissement », citant certaines actions prises en faveur de la relance de l'activité des grandes entreprises économiques dont le nombre de celles à l'arrêt s'élève à 50 et 40 autres en difficultés financières.



EDITORIAL

Considérées comme rédhibitoires, les nouvelles taxes imposées aux importations des équipements informatiques et de téléphonie mettent à mal le discours officiel relatif au développement de l'économie de la connaissance et la numérisation. En vertu du droit additionnel provisoire de sauvegarde (DAPS), des taxations supplémentaires jusqu'à 200% sont imposées sur certains produits informatiques. Une situation qui s'est directement répercutée sur le marché de la téléphonie et de l'informatique, avec des prix hors de portée sans parler de la faiblesse de l'offre.



Entreprises à l'arrêt, importation de véhicules...:

Les explications du ministre de l'Industrie

Les députés n'y sont pas allés de main morte avec le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar, jeudi dernier, lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales à laquelle ont assisté la ministre des Relations avec le Parlement ainsi que des membres du gouvernement.



Retard dans la remise des agréments: Les concessionnaires automobiles consternés

Les concessionnaires automobiles se rendent à l'évidence, l'importation des véhicules n'est pas pour demain. Les réponses données jeudi dernier par le ministre de l'Industrie, devant les députés, et d'autres déclarations faites auparavant à la Radio nationale, laissent augurer que l'importation des véhicules n'est pas pour sitôt, ont admis non sans dépit et inquiétude les concessionnaires automobiles dans une lettre au premier responsable du secteur.



Conseil des ministres : Le Président Tebboune préside ce dimanche une réunion

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale préside dimanche une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen du programme national de dessalement de l'eau de mer, l'approvisionnement du marché national en produits de consommation, et les industries électriques, indique ce samedi un communiqué de la Présidence de la République.



INVESTISSEMENT

Ce que prévoit la nouvelle loi

la nouvelle loi sur l'investissement prévoit plusieurs nouvelles mesures pour faciliter les investissements étrangers en algérie, dont la création d'un guichet unique, a affirmé le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar. Dans un entretien accordé à l'APS, Zeghdar a expliqué que la nouvelle loi sur l'investissement, actuellement en cours d'examen au niveau du gouvernement,

prévoit «la création d'un guichet unique pour les grands investissements et les investissements comptant des étrangers, et ce, pour une prise en charge rapide et efficace des projets». Cette mesure vise à faire de ce guichet «un pôle pour la promotion de l'Algérie en tant qu'importante destination d'investissement au niveau mondial et aura un rôle prospectif pour définir les domaines à fort potentiel en matière d'investissement», a précisé le ministre.



[Les 54 engagements du président de la République](#)

La feuille de route du Cnese

Près d'un mois après l'installation du professeur Khelladi Sidi Mohamed Bouchnak au poste de président du Conseil national économique, social et environnemental (Cnese), et après un silence qui aura duré autant, son bureau s'est réuni ce mercredi pour l'élaboration du projet de règlement intérieur et de la charte d'éthique et de déontologie de l'institution, feuille de route et le calendrier de ses travaux.



[Le baril dépasse les 95 dollars](#)

Poussée de fièvre sur le marché pétrolier

Le baril du pétrole est au-dessus de 95 dollars, atteignant un niveau record depuis 2014. Ce prix est appelé à augmenter dans les prochains jours, selon les experts qui renvoient l'accélération de cours de l'or noir à l'aggravation de la crise ukrainienne, et la hausse de la demande face à une offre très limitée sur le marché.



[Fortes taxes imposées sur l'achat en ligne](#)

Le simple citoyen pénalisé

Les douanes algériennes ont rendu publique, dernièrement, une note de rappel sur les taxes imposées pour les produits commandés sur des plates-formes de vente en ligne, introduites par la loi de finances 2022. Des taxes qui touchent essentiellement les équipements électroniques, la lingerie et les produits cosmétiques. Très vite, c'est devenu le sujet d'actualité



[Le quotidien des citoyens au menu du Conseil des ministres](#)

Le président veillera à ce que son gouvernement travaille d'arrache-pied pour garantir aux familles algériennes la stabilité de l'approvisionnement du marché national en consommables.



[Face à la montée des périls économiques et aux ravages de la pandémie](#)

L'Algérie tient bon!

Chez nous, la baguette est cédée, quasiment, au même prix depuis près de vingt ans et les pâtes alimentaires connaîtront, très bientôt, une baisse de 50% de leur valeur.

L'Algérie plie-t-elle sous le poids de l'inflation? Comment les citoyens vivent-ils ce tsunami inflationniste qui envahit la planète? Les Algériens ressentent-ils le même poids de la hausse des prix? Qu'est-ce qui explique cette situation et quelles ont été les mesures prises par l'Exécutif pour y remédier? Toutes ces questions s'imposent à l'esprit dans un contexte économique inédit qui n'épargne aucun pays au monde.



[L'État mène une course contre la montre pour stabiliser le marché durant le Ramadhan](#)

Tout pour l'accalmie des prix

Le ministère du Commerce affirme que tous les produits alimentaires seront disponibles en grandes quantités durant le mois sacré. Il n'y aura pas de pénurie des produits de large consommation. Lait, blé, huile de table, pois chiches, lentilles, haricots secs, riz, pomme de terre, ail, oignon, sucre, viandes rouges et blanches, épices, dattes. Le gouvernement met les bouchées doubles. Il n'y aura pas de pénurie des produits de large consommation ce mois. En somme, il n'y a pas lieu de s'inquiéter à l'approche du mois sacré de Ramadhan. Tous les produits alimentaires sont disponibles en abondance sur les marchés des différentes régions du pays.



الجدل بشأن رسوم التجارة الالكترونية.. أول تعليق للجمارك

أثار تطبيق رسوم جمركية تتعلق بالتجارة الالكترونية، جدلا واسعا في الشارع الجزائري الذي شن حملة افتراضية حملت شعار "خليني نشري" لاقت تفاعلا كبيرا دفع بمصالح الجمارك للخروج عن صمتها والتعليق على القرار . وأوضحت المديرية العامة للجمارك أن الرسوم الجمركية الجديدة على السلع المستوردة بالطرود البريدية، لا تخص التجار والمستوردين أصحاب الجملة بل موجهة للأشخاص الذين يمارسون التجارة الالكترونية بدون سجلات تجارية.



الرسوم الجديدة ستؤثر على أسعار المنتجات الرقمية والحواسيب

دعا التجمع الجزائري للناشطين في الرقميات المصالح المعنية إلى مراجعة و"بشكل جذري" الرسوم الجمركية الجديدة المفروضة على الطرود البريدية في إطار التسوق عبر الإنترنت، فيما يخص أجهزة الإعلام الآلي وكل المعدات التقنية ولو احقها.



الإصلاحات متواصلة والالتزامات تتحقق تباعا

يُنتظر أن يدرس اجتماع قادم لمجلس الوزراء، برئاسة رئيس الجمهورية السيد عبد المجيد تبون، مشروعا تمهيديا لقانون عضوي يحدّد إجراءات وكيفيات الإخطار والإحالة المتّبعة أمام المحكمة الدستورية. هذا النصّ الجديد الذي درسته الحكومة في اجتماعها الأربعاء الأخير، برئاسة الوزير الأول وزير المالية، أيمن بن عبد الرحمان، يندرج في إطار تطبيق أحكام المادة 196 من دستور أول نوفمبر 2020، بهدف تمكين المحكمة الدستورية من ممارسة صلاحياتها وإنجاز مهمتها في بسط الرقابة الدستورية وطبقا للإجراءات المعمول بها.

لمرافقة الحكومة في تطبيق برنامجها

"كناس" يعتمد التزامات رئيس الجمهورية كوثيقة مرجعية

حدد خلادي بوشناق سيدي محمد، رئيس المجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، منتصف شهر مارس القادم، موعدا لاستكمال الورشات ذات الأولوية التي ضبطها ضمن خارطة تسييره، والتي تشمل القانون الداخلي وميثاق أخلاق وسلوك المهنيين داخل هذه الهيئة، وإنشاء لوحة قيادة تخص التزامات رئيس الجمهورية 54 وتصنيفها حسب المواضيع، لتمكين اللجان الدائمة للمكتب بالتنسيق مع مختلف أقسام المجلس من إعداد تقارير ودراسات وتقديم توصيات حولها. وأوصى رئيس المجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، خلال اجتماع لمكتب المجلس نهاية الأسبوع، باعتماد الالتزامات 54 لرئيس الجمهورية، كوثيقة عمل يستمد منها برنامج عمل المجلس بهدف مرافقة الحكومة في إضفاء الطابع التطبيقي عليها.

وزير الصناعة يؤكد البحث عن الحلول المناسبة

إحياء الشركات المتوقفة وإنقاذ المفلسة

□ تأهيل وسائل الإنتاج لتحسين الإنتاج وحماية مناصب الشغل

□ أولويتنا بعث صناعة حقيقية للسيارات بدلا من الاستيراد فقط

□ كثرة الاضرابات.. اهتراء العتاد وتأخر الاستثمار أضّر بعدة مؤسسات

أكد وزير الصناعة أحمد زغدار، أول أمس، أن قطاعه يعمل على إيجاد الحلول الكفيلة للنهوض بالمؤسسات الصناعية المتوقفة عن النشاط وتلك المتعثرة بسبب مشاكل مالية، نظرا لما تكتسيه هذه المؤسسات من خبرات وامكانيات للاستثمار. وأوضح الوزير، في جلسة علنية بالمجلس الشعبي الوطني خصصت لطرح الاسئلة الشفوية، بخصوص مصير كبريات المؤسسات الاقتصادية في ظل توقف 50 مؤسسة وتعثر 40 أخرى بسبب مشاكل وعراقيل مالية على غرار مركب انتاج الخيوط بولاية سطيف التابع للمؤسسة الجزائرية للمنسوجات، أن هذا الاخير استفاد من مخطط استثماري إضافي ساهم في تحديث وتأهيل وسائل الإنتاج، مما أفضى الى تحسين النوعية الانتاجية والحفاظ على مناصب الشغل. كما أشار السيد زغدار، الى أن المركب تحصل على آلات ومعدات حديثة بغلاف مالي معتبر، فضلا عن برمجة اقتناء المواد الاولي كالقطن قبل نهاية الشهر الجاري، بفضل تمويل جزئي من طرف البنك الوطني الجزائري، ما سيسهم في إعادة بعث نشاط المركب.

MARCHÉ DES CHANGES

La révolution de la Banque d'Algérie

C'est un fait indéniable : l'Algérie ne peut plus se permettre de maintenir une réglementation aussi intransigeante, si peu encourageante pour les opérateurs économiques, notamment sur la question des devises. Mais, depuis le début de cette année, des notes de la Banque d'Algérie (BA) sont venues alléger cette étouffante réglementation avec comme objectif, d'abord, un début de libération, certes timide, du marché interbancaire des changes, puis alléger le fonctionnement des comptes devises des opérateurs économiques.

Dans une instruction datée du 26 janvier dernier, la BA a fait sauter un premier verrou en permettant désormais aux banques de vendre des devises aux entreprises, en autorisant ces banques à ouvrir des comptes de trésorerie en devises sur les livres de la BA. Cette note de la BA stipule que «ces comptes seront dédiés au traitement des opérations de trésorerie devise, conclues entre banques, pour leur compte ou pour le compte de leur clientèle, et sont soumis aux mêmes règles de fonctionnement et d'habilitation que celles régissant le compte trésorerie dinar». Une «concession» qui permet aux entreprises en question de couvrir leurs transactions avec leurs partenaires à l'étranger. Serait-ce alors un premier pas vers la libéralisation du marché des changes en Algérie ? Selon le directeur d'une succursale d'une banque étrangère installée en Algérie, cette démarche consistant à permettre aux banques d'ouvrir

des comptes dédiés au traitement des opérations de trésorerie devise conclues entre banques pour leur compte ou pour le compte de leur clientèle parmi les entreprises, peut être considérée effectivement comme un pas en vue de la libéralisation du marché des changes en Algérie. «Sauf que l'état actuel des réserves de change du pays, entre autres exigences, pourrait constituer un écueil ; la libéralisation du marché des changes nécessite en effet des fonds importants», souligne le banquier. Quoi qu'il en soit, la permission accordée aux banques d'ouvrir des comptes de trésorerie en devises sur les livres de la BA est à considérer comme un «vrai motif de soulagement» pour les entreprises les plus actives notamment avec l'étranger.

Dans une seconde note, datée du 31 janvier, la Banque d'Algérie annonce la modification des modalités de fonctionnement des opérations de virements interbancaires

sur comptes devises. Ainsi, ces modalités de fonctionnement des opérations de virements interbancaires sur comptes devises, qui se déroulaient habituellement en chambre de compensation au niveau de la Banque d'Algérie, seront désormais exécutées «de façon délocalisée». Dorénavant, les banques intermédiaires agréées «sont tenues de transmettre leurs ordres de virement à la Banque d'Algérie via des messages Swift sous format MT202 par lesquels une banque ordonnatrice demande de payer à partir de son compte libellé en monnaie citée, une banque bénéficiaire». La Banque d'Algérie, précise la note, prend en charge la transcription au débit et au crédit des montants sur les comptes devises clientèles des banques concernées conformément aux ordres de paiements émis. «Ces virements interbancaires se déroulent quotidiennement de façon continue. Toutefois, les banques sont appelées à transmettre un seul ordre de virement (Swift) par banque et par devise», est-il précisé dans la note.

Plus récemment, à travers une note datée du 7 février courant, la BA a annoncé la fixation des modalités d'ouverture et de fonctionnement des comptes de trésorerie devise de banques intermédiaires agréées, ouverts sur les livres de la Banque d'Algérie. Il est dit dans cette note que «les banques inter-

médiaires agréées peuvent ouvrir des comptes de trésorerie en devises sur les livres de la Banque d'Algérie. À cet effet, elles doivent adresser à la direction de traitement des opérations de marchés une demande écrite dans laquelle seront indiquées les monnaies». Les comptes de trésorerie devise sont alimentés par des virements provenant des comptes devises clientèles ou fonds propres de la banque concernée ainsi que des comptes de trésorerie devises d'une autre banque de droit algérien et vice versa, explique la BA, se basant sur les articles 4, 9 et 11 du règlement relatif au marché interbancaire des changes, des opérations de trésorerie devises et aux instruments de couverture du risque de change. Les banques sont également tenues de «déclarer leurs transactions via des messages Swift sous format (MT199) et qui doivent comprendre les numéros de comptes à mouvementer, le montant et la devise en chiffres et en lettres, l'objet et la nature de l'opération, le nom de la banque bénéficiaire si le cas se présente», stipule la BA qui précise, par ailleurs, que la gestion financière des opérations sur les comptes de trésorerie devises est du ressort des banques alors que «la Banque d'Algérie se réserve le droit de demander toutes informations complémentaires afférentes à ces opérations».

Azedine Maktour

NOUVEAU RÉGIME D'IMPOSITION

Les professions libérales reviennent à la charge

Les représentants des notaires, des huissiers de justice, des experts comptables, des comptables agréés, des avocats, des architectes, des conseillers fiscaux, des commissaires aux comptes et des médecins libéraux seront en conclave aujourd'hui. À l'ordre du jour : débattre des dispositions de la loi de finances de 2022 qu'ils dénoncent.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Les professions libérales unissent leurs voix pour dénoncer les nouvelles mesures de la loi de finances 2022 relatives au système d'imposition. En effet, les professions libérales ne sont plus soumises au régime de l'impôt forfaitaire unique, mais au régime d'imposition propre dénommé régime simplifié des professions non commerciales.

La taxe forfaitaire de 12% qu'ils payaient jusque-là passe jusqu'à 35% selon un barème. Une mesure qui a suscité la colère de ces professions. Les avocats étaient d'ailleurs les premiers à se soulever contre ces dispositions en entamant un

mouvement de grève depuis le mois d'octobre dernier pour demander l'annulation de cet article, en vain. Et puisque l'union fait la force, le Syndicat national des médecins libéraux, qui a également saisi le président de la République, a lancé des contacts avec les autres représentants des professions libérales pour une action commune.

Chose faite, les représentants des notaires, des huissiers de justice, des experts comptables, des comptables agréés, des avocats, des architectes, des conseillers fiscaux, des commissaires aux comptes et des médecins libéraux se rencontrent aujourd'hui, samedi,



à Koléa, pour débattre de cette loi. Les contestataires comptent également proposer une alternative aux dispositions de cette loi, avons-nous appris de la part du syndicat des médecins libéraux. Selon ce syndicat, la mise à exécution de ces dispositifs de la loi de finances 2022,

conjugués aux autres effets socio-économiques de cette dernière, finira par lamener les cabinets des médecins de proximité et de famille, qui absorbent 70% des besoins de santé de la population. «Pour 2022, le syndicat espérait, du fait de la crise que traverse le médecin libéral

une aide de l'État sous forme d'allègement des charges fiscales et sociales. La loi de finances 2022, nonobstant ses difficultés durant deux années, a majoré ses impôts de 12 à 35%.

En conséquence, le Syndicat national des médecins libéraux exprime la nécessité de reconsidérer certaines dispositions de la loi de finances de 2022 qui risquent de paupériser la corporation médicale libérale en la fragilisant économiquement, à une phase où la sérénité et la mutualisation de toute compétence sont souhaitées pour faire face à la situation sanitaire», a déclaré le syndicat dans un communiqué. Pour rappel, en 2020, les mêmes corporations se sont également soulevées contre la loi de finances de l'époque, qui a prévu les mêmes dispositions. Le gouvernement avait fini par reculer sur sa décision, avant de la relancer cette année.

S. A.



هذاما سيدرسه مجلس الوزراء اليوم

يتراس، اليوم، عبد
المجيد تبون، رئيس
الجمهورية، القائد
الأعلى للقوات المسلحة،
وزير الدفاع الوطني،

اجتماعا لمجلس الوزراء. وحسب بيان لرئاسة الجمهورية، فإنه سيخصص المجلس لدراسة ومتابعة البرنامج الوطني لتحلية مياه البحر، تمويل السوق الوطنية بالمواد الاستهلاكية، عرض حول النهوض بالصناعات الكهربائية، باعتبارها أداة فعالة لترقية الصادرات، كما يتناول المجلس مسائل ذات علاقة بالحياة اليومية للمواطن، بالإضافة إلى المصادقة على مشاريع قوانين ومراسيم رئاسية.

بوادر انفراج أزمة المحضرين القضائيين مع قانون المالية

الغرفة الوطنية تجتمع اليوم لتقييم الحركة الاحتجاجية

● يجتمع، اليوم الأحد، أعضاء الغرفة الوطنية للمحضرين القضائيين لتقييم الحركة الاحتجاجية التي شنها، منذ أسبوع، 3 آلاف محضر قضائي، رداً على الإجراءات التي تضمنها قانون المالية، وما فرضه من نظام جبائي يهدد بغلق معظم الدواوين العمومية الممارسة لمهام التبليغ والتفويض القضائي. لقاء قيادة المحضرين القضائيين اليوم، يأتي في وقت لاحق بوادر انفراج الأزمة بعد أن أبدت مصالح وزارة المالية فتح قنوات الحوار، حسبما تؤكد مصادر متطابقة، حيث ينتظر أن تعقد إدارة الضرائب بحر الأسبوع الجاري، اجتماعاً مع ممثلي المحضرين القضائيين، لبحث سبل تدارك النظام الجبائي الجديد المفروض بداية من هذه السنة على المحضرين القضائيين، وذلك في قانون المالية التكميلي، من خلال تراجع مصالح وزارة المالية، عما تضمنه قانون المالية لسنة 2022 من إجراءات على المهنة. وفي مقدمتها نسبة 35% من المداخيل المقتطعة من هؤلاء الأعوان القضائيين، فضلاً عن مراجعة الرسوم الجبائية المفروضة على المحاضرات الرسمية المحررة من المحضرين القضائيين لفائدة المتقاضيين وصفت بغير منطقية وتراجع السلطات العليا عن المبدأ الدستوري الخاص بمجانبة التقاضي للمواطنين.

اجتماع الغرفة الوطنية الثالث في ظرف ثلاثة أسابيع من عقد أول اجتماعها بالتشكيلة الجديدة، ينصب على عملية تقييم الأسبوع الأول من شل جميع الجهات القضائية، بناء على ما يقدمه مندوبو الغرف الجهوية الثلاثة شرق - وسط - غرب، من معطيات ميدانية ومدى استجابة القاعدة لنداء الإضراب الأول في تاريخ المهنة منذ 20 سنة، والذي لاقي استجابة واسعة من المحضرين القضائيين، وفي ظل عملية التقييم هذه، يناقش الأعضاء مدى رغبة السلطات في الاستجابة للمطالب المشروعة لأهل المهنة، من خلال دعوات الحوار التي تكون قد وصلت إلى قيادة هذا التنظيم القضائي، لوقف الإضراب والجلوس إلى طاولة الحوار.

وكانت قيادة المحضرين القضائيين عند إشعار السلطات الدخول في إضراب مفتوح، قد دعت قواعدها منذ أسبوعين، إلى تجميد التصريحات الجبائية للشهر القارط، إلى غاية ما ستسفر عنه جولات الحوار المنتظرة هذا الأسبوع إلى مصالح وزارة المالية، والتي يعلق عليها أهل المهنة أملاً كبيرة لتجاوز شيخ البطالة وتسريح آلاف العاملين بهذه الدواوين، أضحت تهدد معظم مكاتب المحضرين القضائيين في حالة تطبيق قانون المالية الجديد عليهم.

مسجلا قفزة معتبرة منذ بداية السنة

متوسط سعر النفط الجزائري عند 88.21 دولارا للبرميل

• خام مزيج الصحراء الجزائري ثاني أعلى نفوط سلة أوبك

بلغ متوسط سعر النفط الجزائري خام مزيج الصحراء أو "صحاري بلند"، في جانفي 2022، ما قيمته 88.21 دولارا للبرميل، حسب ما كشف عنه آخر تقرير صادر عن منظمة الدول المصدرة للنفط "أوبك"، مقابل 55.08 دولارا للبرميل في الفترة نفسها من سنة 2021، وهو ما يعطي فارقا يصل إلى 33.13 دولارا ونسبة 37.55 بالمائة.

المنظمة التي تجمع البلدان الغنية نفوذا قدره 2.6 مليون برميل في اليوم. وفي داخل منظمة التعاون الاقتصادي والتنمية، واصلت الولايات المتحدة، كونها المحرك الرئيسي للطلب على النفط، تسجيلها نموا قدره 1.6 مليون برميل في اليوم. وفي عام 2022، من المتوقع أن يبلغ نمو الطلب على النفط 4.2 مليون برميل في اليوم، وهو مستوى دون تغيير عن الشهر الماضي، مع توقع نمو في دول منظمة التعاون والتنمية الاقتصادية والبلدان غير الأعضاء بمقدار 1.8 مليون برميل في اليوم، و2.3 مليون برميل في اليوم على التوالي، في ظل سيادة التفاؤل من تحقيق النمو الاقتصادي الداعم، ومن المتوقع أن تؤدي تأثيرات السياسات المالية والتقنية إلى تعويض الآثار السلبية لأوميكرون على الطلب على النفط، ومن المتوقع أيضا أن تتسارع الأنشطة الصناعية، مما يعزز الطلب على الديازل أو المازوت، وفي الوقت نفسه حركة النقل والتقل مع ظهور علامات على تلامي الرحلات المحلية والإقليمية والدولية بفعل التعااف.

ويخصوص مستوى سقف إنتاج أوبك، فقد قدر بـ27,981 مليون برميل يوميا في جانفي 2022، بعد أن كان يقدر بـ27,882 مليون برميل يوميا في ديسمبر، مقابل 27,715 مليون برميل يوميا في نوفمبر، فيما شهد إنتاج العربية السعودية - أكبر الدول المنظمة داخل الكارثل البترولي - تحسنا، فقد انتقل إلى 9,999 مليون برميل يوميا في جانفي 2022، بعد أن كان يبلغ 9,932 مليون برميل يوميا في ديسمبر، مقابل 9,871 مليون برميل يوميا في نوفمبر.

بالمقابل، تراجعت حصة إنتاج العراق التي بلغت الشهر الماضي 4,245 مليون برميل يوميا، بعد أن كانت تقدر في ديسمبر بـ4,270 مليون برميل يوميا، مقابل 4,242 مليون برميل يوميا في نوفمبر.

وشهد الإنتاج الإيراني تحسنا، ببلوغه 2,503 مليون برميل يوميا في جانفي مقابل 2,478 مليون برميل يوميا في ديسمبر مقابل 2,470 مليون برميل يوميا في نوفمبر. بينما تراجع الإنتاج الليبي تراجعا طفيفا، حيث قدر في جانفي بـ1,008 مليون برميل يوميا، وفي ديسمبر بـ1,053 مليون برميل يوميا، مقابل 1,137 مليون برميل يوميا في نوفمبر.

ويشأن التوقعات المتعلقة بالطلب العالمي على النفط، أشارت أوبك في تقريرها الأول لسنة 2022 إلى أنه "تمت مراجعة نمو الطلب العالمي على النفط في عام 2021 بالزيادة الطفيفة بمقدار 17 ألف برميل يوميا، وهو ما يعكس أحدث اتجاهات البيانات عبر مختلف المناطق بالعالم، حيث حددت عند 5.7 مليون برميل في اليوم. كما تمت مراجعة الأرقام الخاصة بالربع الثالث من عام 2021 والربع الرابع من عام 2021 لأمريكا في منظمة التعاون والتنمية الاقتصادية بشكل أعلى، ويرجع ذلك أساسا إلى الأداء الأفضل في الولايات المتحدة، مما يؤكد التعديلات التصاعدية التي تم إجراؤها الشهر الماضي، وعموما، ارتفع النمو خارج منظمة التعاون والتنمية الاقتصادية في عام 2021 بمقدار 3.1 مليون برميل في اليوم، بينما سجلت دول

حفيظ صوالي

● حقق سعر البرميل الجزائري أعلى مستوى له منذ سنوات، علما أن متوسط سعر النفط الجزائري بلغ خلال سنة 2021 كمعدل سنوي 70.89 دولارا للبرميل، مقابل 42.12 دولارا للبرميل في الفترة نفسها من سنة 2020، بتسجيل فارق يقدر بـ28.77 دولارا ما بين 2020 و2021. وقد سجل سعر البرميل الجزائري نموا قدره 59.41 بالمائة، وأضحى الخام الجزائري أعلى من متوسط سعر خام برنت المرجعي مع نهاية سنة 2021، بنحو 9 سنتا من الدولار.

واستنادا إلى آخر تقرير محين لمنظمة الدول المصدرة للنفط "أوبك"، بلغ معدل سعر النفط الجزائري برسم شهر ديسمبر 2021 نحو 75.50 دولارا للبرميل، فيما قدر في شهر جانفي بـ88.21 دولارا للبرميل بفارق إيجابي يصل إلى 12.71 دولارا للبرميل، ونسبة نمو بلغت 16.8 بالمائة.

من جانب آخر، أضحى خام مزيج الصحراء الجزائري مصنفا كثاني أعلى نفوط سلة أوبك بعد جبراسول الأنغولي الذي بلغ 88.28 دولارا للبرميل، حيث تجاوز النفط الجزائري قيمة جل نفوط سلة أوبك بما في ذلك زايفرو نفط غينيا الاستوائية الذي كان عادة يفوق النفط الجزائري، كما هاق معدل النفط الجزائري متوسط سعر مؤشر برنت بحر الشمال بـ1.6 دولار.

أما بالنسبة لسلة أوبك، فإن متوسط السعر خلال جانفي 2022 فقد بلغت 85.41 دولارا للبرميل، وقد قدرت برسم السنة الماضية بنحو 69.89 دولارا للبرميل، بينما بلغت السلة عام 2020 نحو 41.47 دولار للبرميل.

أما على مستوى إنتاج النفط، فقد قدر الإنتاج النفطي الجزائري في جانفي من السنة الحالية ما بين 970 و977 ألف برميل يوميا، وقد قدر في ديسمبر من 2021 ما بين 964 و966 ألف برميل يوميا، مقابل 954 و959 ألف برميل يوميا في نوفمبر.

متوسط أسعار النفط للنفوط سلة أوبك
وبرنت بحر الشمال برسم جانفي 2022

مؤشر النفط	البلد أو الهيئة	متوسط سعر
سلة أوبك	أوبك	85.41
العربي الخفيف	العربية السعودية	86.15
بصرة الخفيف	العراق	84.88
بوني الخفيف	نيجيريا	86.85
جينو	الكونغو	79.16
السيبر	أوبيا	86.16
جبراسول	أنغولا	88.28
إيران الخفيف	إيران	85.59
كوبيت للتصدير	الكويت	86.28
ميري	قنزيبلا	63.58
موزيان	الإمارات العربية	85.11
راني الخفيف	غابون	86.15
صحاري بلند (مزيج الصحراء)	الجزائر	88.21
زايفرو	غينيا الاستوائية	87.28
برنت بحر الشمال	بريطانيا	86.61

الخبير النفطي بوزيان مهماء لـ "الخبر" "السعر الحالي لا يخدم الجزائر"

• "عوامل هيكلية وأخرى ظرفية وراء قفزة سعر البرميل"

البتروولية، بسببه هاجس نقص الإمدادات، تضاف إليها ارتفاع أسعار مختلف المواد الطاقوية، على غرار الغاز وكذلك الطاقات المتجددة.

واعتبر المتحدث السعر الحالي لبرميل النفط يحمل في طياته انعكاسات سلبية على البلدان المنتجة للمحروقات، على غرار الجزائر، ناهيك عن إسقاطات هذا السعر على البلدان المستهلكة للمواد الطاقوية، والبتروول على وجه الخصوص، وأوضح أن المستفيد الأكبر من هذا المستوى من السعر هم المضاربون في البورصات العالمية للطاقة، كما هو الشأن بالنسبة لبورصة "وول ستريت"، في وقت تنعكس الأسعار المسجلة في شكل تضخم تستورده البلدان المنتجة جراء ارتفاع أسعار المواد الاستهلاكية. أما بالنسبة للسعر المناسب للاقتصاد الوطني، فقد قال مهماء إنه المتراوح ما بين 75 إلى 90 دولاراً على الأكثر. سعيد بشار

دولتين على الأكثر، هما المملكة العربية السعودية ودولة الإمارات.

إلى جانب هذه المعطيات، استدلل المتحدث، أيضاً، بمستوى التزام مجموعة أوبك+ بحجم تخفيض الإنتاج بنسبة 115 في المائة، وهي الوضعية المؤدية لانكماش المعروض العالمي من النفط، وهو ما يبرر مطالبة بعض الدول، على غرار الولايات المتحدة الأمريكية، برفع الإنتاج.

موازاة مع ذلك، أكد الخبير الطاقوي على تأثير توقف العديد من المشاريع النفطية المتأثرة بأزمة كورونا، التي يستدعي إعادة بعثها ضخ استثمارات إضافية في مجال الصيانة خاصة. وأشار مهماء، من الناحية المقابلة، إلى مجموعة من العوامل ظرفية فرضت تسجيل برميل النفط لهذا السعر، ويذكر في مقدمتها طغيان الحديث عن الأزمة الأوكرانية، مؤدية إلى خلق نوع من الشك والضبابية حول السوق



بوزيان مهماء

يمكن استدراكه، في حالة عودة الاستثمارات، إلا بعد 7 سنوات على الأقل.

وذكر بوزيان مهماء، في سياق التعليق أيضاً، تراجع الاحتياطات التجارية على مستوى منطقة الدول الصناعية، أين تراجعت هذه المخزونات إلى مستويات ما قبل سنة 2000، يضاف إلى ذلك العجز الهيكلي الثالث المتمثل في تراجع قدرات الإنتاج الإضافية من منطلق أن كل الدول المنتجة تعمل بأقصى قدرة لها. وبالتالي فإن هامش الزيادة بسيط جداً ومحدود في

• أرجع الخبير النفطي بوزيان مهماء ارتفاع أسعار البرميل إلى ما يفوق 95 دولاراً خلال معاملات البورصة في إغلاقها الأخير إلى مجموعة من العوامل، أشار إلى أن ثلاثة منها هيكلية تضاف إلى أخرى ظرفية أدت إليها معطيات المرحلة الراهنة، فيما حذر من الانعكاسات السلبية لهذه الطفرة على اقتصاد البلدان المنتجة، على غرار الجزائر ومجموعة أوبك+، فضلاً عن الدول المستهلكة.

في تصريحه لـ "الخبر"، قال مهماء إن أسعار النفط، على عكس منتجات أخرى، تخضع لموجات تتحكم فيها ما اصطلح على تسميته بالعجز الثلاثي ضمن المعايير الهيكلية، يأتي في مقدمتها الانخفاض الكبير في الاستثمارات في المجال الطاقوي، بداية من نشاط المنبع، على غرار الاستكشاف والاستخراج الذي تراجع بحوالي 30 بالمائة، وهو ما عبر عنه بالعجز الهيكلي الذي لا

التجمع الجزائري للناشطين في الرقميات

ضرورة مراجعة الرسوم الجديدة على طرود التجهيزات التقنية

وأن حاجة هؤلاء لأجهزة الكمبيوتر والملحقات ذات المواصفات الخاصة غير متوفرة في السوق الوطنية". وأكد التجمع "احترامه التام للقوانين الوطنية، المنظمة للتجارة ودور مصالح الجمارك في حماية الاقتصاد الوطني، ورفضه لاستغلال التجارة الإلكترونية للتحايل على القوانين"، وأكد في ذات السياق على "حق الناشطين في الرقميات، اقتناء الأجهزة المتعلقة بالمجال الرقمي عبر الإنترنت لاحتياجاتهم".

وذكر التجمع أنه راسل رئيس الحكومة سنة 2020 لإعادة النظر في الرسوم الجمركية "المرتفعة" المطبقة على استيراد معدات الإعلام الألي والمعدات التقنية والبرامج المستعملة في مجال الرقمنة بما يؤثر مباشرة على أسعار المنتجات الرقمية والحواسيب، بما لا ينسجم مع أهداف الحكومة ويطالب به رئيس الجمهورية لتسريع عملية الرقمنة في البلاد، وكذا دعم الشركات الناشطة في الرقمنة واقتصاد المعرفة".

دعا التجمع الجزائري للناشطين في الرقميات، إلى مراجعة "جذرية" للرسوم الجمركية الجديدة المفروضة على الطرود البريدية في إطار التسوق عبر الإنترنت من أجهزة الإعلام الألي والمعدات التقنية ولواحقها.

م. ب
ويرر التجمع مطلبه بكون الطلبة والباحثين سيتضررون من هذه الاجراءات التي سترفع أسعار بعض السلع التي يحتاجونها في نشاطهم العلمي والتقني، لاسيما تلك غير المتوفرة في السوق الوطنية.

وذكر بيان التجمع أنه "لا يمكن معاقبة الجميع بتصرفات مجموعة صغيرة، كون من يستعمل هذا النوع من الشراء يستعمل أمواله الخاصة ولا يؤثر على احتياطات الصرف من العملة الصعبة".

واعتبر أن المواطنين والطلبة والباحثين سيتضررون من الرسوم الجديدة التي سترفع تكاليف السلع التي يحتاجونها في نشاطهم العلمي والتقني بشكل كبير، خاصة

ينص عليه قانون الاستثمار الجديد قيد النقاش لدى الحكومة.. زغدار:

إنشاء شبكات وحيد لتسهيل مشاريع الأجانب

كشف وزير الصناعة أحمد زغدار، أن قانون الاستثمار الجديد الذي مازال قيد المناقشة على مستوى الحكومة، يتضمن عدة تدابير جديدة لتسهيل الاستثمارات الأجنبية في الجزائر، من بينها إنشاء شبكات وحيد للاستثمارات الكبرى والأجنبية، للتكفل السريع والفعال بها. كما يضمن استقرار المنظومة القانونية للاستثمار "ل عشر سنوات على الأقل" بغية "خلق مناخ أعمال محفز وملامح".

حنان ح.



الميدلانية. من جهة أخرى، تقوم وزارة الصناعة بعمل تسيقي مع وزارة العدل، لدراسة العلفات التي كانت عالقة على مستوى الوكالة الوطنية لتطوير الاستثمار "أندي" على خلفية التسخيرات القضائية التي تلقتها الوكالة والتي أدت إلى تجميد هذه العلفات، وأفضى العمل المشترك إلى تحديد الطلبات التي يمكن رفع التحفظات عنها لاستيفائها الشروط وتلك التي لا يمكن رفع التحفظات عنها لأسباب قانونية.

ومن إجمالي 1554 طلب تم إلى غاية الآن رفع التجميد على 890 ملف سيسمح دخولها حيز الخدمة بتوفير 75 ألف منصب عمل.

وفيما يتعلق بالمشاريع والشركات التي صدر بحق أصحابها أحكام قضائية نهائية في إطار قضايا فساد، تم إلى حد الآن تحويل مصنع إنتاج زيت المائدة بالماسمة، المصادر، إلى حافظة المجمع العمومي المتخصص في الصناعات الغذائية "أغروبيف"، ليتم إعادة بعثه. وهو الآن في حالة نشاط. وسيتم إطلاق الخط الثاني للإنتاج في الأسابيع القليلة القادمة. كما تم تحويل مصنع الزيوت النباتية الخام بجيجل المصدر هو الآخر إلى حافظة مجمع "مدار"، وسيدخل في الإنتاج خلال الثلاثي الثالث لهذه السنة. وبالنسبة لباقي الشركات المصدرة والصادرة بحقها أحكام قضائية نهائية، فسيتم دراستها حالة بحالة على مستوى مجلس الحكومة لتحديد الجهات التي سيتم التحويل لها، ومن ثم إحالتها على مجلس مساهمات الدولة من أجل المصادقة وصياغة خارطة طريق لكل شركة على حدة، بغية بعثها وضمان استمرار نشاطها.

الإطار التنظيمي عند دخوله حيز الخدمة في نوفمبر 2020، أدرج معيارا يستند على عمر خطوط الإنتاج من أجل ضمان أكثر فعالية اقتصادية لهذه الخطوط كونها تعتبر في هذه الحالة شبه جديدة.

لكن بعد ملاحظة بقاء أسعار خطوط ومعدات الإنتاج مرتفعة نسبيا كونها شبه جديدة، تم إلغاء معيار العمر والاعتماد على معيار القدرات الفعلية لهذه الخطوط بعد تجديدها. مع إشراك الهيئة الجزائرية للاعتماد الجيرال "للإشهاد على أهلية مكاتب الخبرة في إعطاء تقارير موضوعية وموثوقة بخصوص حالة ونجاعة الخطوط التي تم تجديدها.

وفي موضوع رفع العرافيل عن الاستثمارات والتي تقتصر حاليا على المشاريع المنتهية والتي لم يتم إطلاقها لأسباب إدارية، أكد الوزير أنها ستمتد لتشمل أيضا المشاريع قيد الإنجاز. حيث تم الشروع فعليا في إحصاء هذه المشاريع، وبلغت الحصيلة إلى حد الآن - وفقا لتدريجات الوزير - 728 مشروع قيد الإنجاز موزعة على 28 ولاية، مؤكدا أن العملية متواصلة لإحصاء كل المشاريع عبر 58 ولاية.

وبخصوص عملية رفع العرافيل عن المشاريع المستكملة، تشير آخر حصيلة بتاريخ 9 فيفري الجاري، إلى منح رخص الاستغلال لـ 573 مشروع من إجمالي 924 مشروع تم إحصاؤه على مستوى اللجنة الوطنية، وتتشم هذه المشاريع في مجالات الصناعات الغذائية، صناعات الحديد والصناعات الميكانيكية والإلكترونية، صناعات الكيماويات والصناعات البلاستيكية، إضافة إلى الخدمات، مواد البناء، السياحة، صناعة الخشب ومشقاته والصناعة

أوضح الوزير، في حوار أدلى به أمس، لوكالة الأنباء الجزائرية، أن هذا الشبكات سيكون بمثابة قطب ترويج للجزائر كوجهة استثمارية وسيضطلع كذلك بدور المستشار لتحديد المجالات ذات الإمكانيات العالية لجذب الاستثمار.

وبخصوص المزايا التي جاء بها النص الجديد، أشار زغدار إلى توسيع تعريف مفهوم الاستثمار، إضافة إلى منح صلاحيات أوسع لممثلي الإدارات لدى الشبكات الوحيدة للاستثمار التابعة للوكالة الوطنية لتطوير الاستثمار "أندي" المتواجدة على مستوى الولايات منها صلاحيات منح مزايا الاستغلال للشبكات الوحيد المحلي. كما سيعيد القانون الجديد تنظيم الوكالة الوطنية لتطوير الاستثمار من أجل بعث دورها وتميزها، وسيضع شبكة تقييم وتقييس للمزايا الممنوحة للمشاريع الاستثمارية التي تمثل أهمية خاصة للاقتصاد الوطني.

ولتشجيع تشجيع اليد العاملة المحلية من طرف المستثمرين الأجانب، سيتم، حسب الوزير، إدراج سقف لتوظيف المستخدمين الأجانب 10 بالمائة من مجموع المناصب المنشأة، كحد أقصى عند دخول المشروع حيز الاستغلال، مع إمكانية رفع هذه النسبة إلى 15 بالمائة في حال عدم توفر المؤهلات المطلوبة محليا.

وأعلن الوزير من جانب آخر عن استكمال إعداد نص قانوني جديد يتعلق بإنشاء الوكالة الوطنية للمقار الصناعي، كما استكملت الوزارة تعديل النصوص القانونية والتنظيمية المتعلقة بالمقار الصناعي من خلال إعادة النظر في الأمر رقم 08-04 المؤرخ في 1 سبتمبر 2008، المحدد لشروط وكيفية منح الامتياز على الأراضي التابعة للأمالك الخاصة للدولة والموجهة لإنجاز المشاريع الاستثمارية. وسيتم إدراج آليات جديدة لمنع المقار للمستثمرين الحقيقيين.

في نفس السياق تحدثت الوزير عن النص الذي عرضته مؤخرا في اجتماع الحكومة والمتعلق بجمركة خطوط ومعدات الإنتاج التي تم تجديدها، حيث أكد أنه يهدف إلى تبسيط وتسريع الإجراءات الإدارية المتعلقة بمنح الرخص المتعلقة بهذا النظام الذي دخل حيز الخدمة في نوفمبر 2020. وذكر بأن هذا

رغم تحذيرات "الفاو" من أزمة غذاء دولية غير مسبوقة

الرئيس تبون يتحدى.. ويعلن الحرب على لصوص القوت

- رفع الأجور والحد الأدنى للرواتب وإعفاءات ضريبية وتشديد التشريع
- دعم أصحاب الدخل الضعيف ومواصلة سياسة الدعم
- امتصاص اللوبيات زيادات الأجور بالاحتكار والمضاربة
- إجراءات جريئة لحماية القدرة الشرائية للمستهلكين

حذرت منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة "الفاو" من الارتفاع الحاد في أسعار الغذاء العالمية وعواقبه الخطيرة على الدول، مؤكدة أن التضخم أدى إلى ارتفاع أسعار الغذاء بشكل غير مسبوق في السوق الدولية، لتبلغ أعلى مستوياتها منذ ما يقارب عشر سنوات، في وقت واجهت الجزائر هذه الوضعية بإجراءات جريئة اتخذها رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، من خلال دعم أصحاب الدخل الضعيف بمراجعة أجورهم والزيادة فيها من خلال إعفاءات جبائية ورفع الأجر الوطني الأدنى المضمون، التي كانت لتكفي لمواجهة المضاربة الدولية لولا المضاربة الداخلية.

القرارات الاجتماعية التي اتخذها الرئيس كانت كافية لتأمين الجزائريين من أي هزات ارتدادية محتملة للسوق الدولية للغذاء.

ورغم المعطيات المرعبة لتقرير منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة، إلا أن رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون يحرس بصفة مستمرة على بحث رسائل تطمين عملية، إذ جدد في عديد المناسبات التزامه بسياسة الدعم الاجتماعي، كما حرك عصا القانون، لضرب المضاربين ولأول مرة سيكون مصير هؤلاء السجن ولمدة 30 سنة، ذلك لأن نوايا هؤلاء خبيثة ويبحثون عن استغلال كل زيادة في الأسعار الدولية، لتخزين المواد وأسعة الاستهلاك، وتجهيف السوق من بعض المنتجات الغذائية والتسبب في زيادات منهلة في الأسعار، تهدد الاستقرار الاجتماعي الذي تعرفه الجزائر.

هؤلاء المحتكرين والمفتريين استغلوا غياب نصوص قانونية رادعة، لتدمير الحياة اليومية للجزائريين لسنوات اكتفت فيها الدولة في لعب دور المتفرج، وحتى المتواطئ في بعض الأحيان، كما حاول هؤلاء الخلط بين اقتصاد السوق واقتصاد "البيازار" الخاص بأيديولوجية معينة، مع العلم أن الإجراءات الأخيرة التي اتخذتها الدولة تندرج في إطار المساعي المتواصلة للقضاء على المضاربين، وقسط طريق "البيازونات" وتطويق الأيديولوجية التي تستهويها الثورة المضادة لتحقن المواطن والتشويش على نعمة الاستقرار الاجتماعي الذي يتمتع به.



أقرها الرئيس لصالح الفئات الضعيفة من ربح للحد الأدنى للرواتب وإقرار إعفاءات ضريبية لتحسين مستوى معيشة الفرد الجزائري. ووفقا لتقارير حكومية، سعت جماعة من المحتكرين إلى استغلال لهب أسعار الغذاء والمواد الأساسية في السوق الدولية، والتي بلغت مستويات غير مسبوقة، وتجاوزت في مادة القمح نسبة 50 بالمائة والنذرة 88 بالمائة في ظرف سنة، القيام بتخزين واحتكار بعض المواد وخلق المضاربين في السوق ومحاولة تجويع الجزائريين "لجني أعلى نسبة من الأرباح".

وسارعت الحكومة لرفض إجراءات جديدة لحماية القدرة الشرائية للمواطن الجزائري، عبر تعزيز ترسانة القوانين المجابهة للاحتكار وتشديد العقوبات ضد المتورطين في المضاربة، ومباشرة تحقيقات لكشف المتورطين في خلق النذرة، وتبني سياسة "اللاتسامح" مع هؤلاء، خاصة وأن

إجراءات دعم بديلة لفائدة المواطنين، إذ أن رواتب ما يقارب 50 بالمائة من الموظفين لم تشهد أية زيادات، في حين استفاد 30 بالمائة من العمال من زيادة تعادل 2 بالمائة، وهي النسبة التي وصفت بغير الكافية للتعامل مع هذا الارتفاع غير المسبوق في الطلب، كما عرفت أسعار المعكرونة والخبز الفرنسي زيادات كبيرة. في مقابل هذه المعطيات الدولية التي تصنف ضمن خانة القوة القاهرة، لم تقف الجزائر مكتوفة الأيدي، وعلى عكس سياسة الهروب إلى الأمام التي اعتمدها الكثير من الدول في العالم، أقر الرئيس تبون إجراءات جريئة لم يكن ليتوهمها أحد، كون الوضع الاقتصادي الدولي وتبعات كورونا على اقتصاديات الدول بما فيها الاقتصاد الجزائري لم تكن لتدعم هكذا إجراءات اجتماعية، كانت لتكفي لولا دخول المحتكرين والمضاربين في الداخل على خط الإرادة السياسية وإجراءات الرئيس لامتناس الزيادة التي

إيمان.ك

ووفقا لتقارير رسمية لمنظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة "الفاو" اطلعت عليها "الشروق"، فقد حذرت هذه الأخيرة من الارتفاع الحاد في أسعار الغذاء العالمية وعواقبه الخطيرة، مؤكدة أن التضخم أدى إلى ارتفاع أسعار الغذاء بشكل غير مسبوق في السوق الدولية، لتبلغ أعلى مستوياتها منذ ما يقارب عشر سنوات، ويلفة الأرقام كانت الزيادات منهلة، إذ وصلت خلال سنة واحدة 88 بالمائة بالنسبة لأسعار النذرة، وأكثر من 50 بالمائة لمنتج القمح، كما بلغت زيادة أسعار السلع الغذائية أكثر من 40 بالمائة في عام واحد.

التقرير الأخير لمنظمة الأغذية والزراعة التابعة للهيئة الأممية، أكد أن ارتفاع أسعار القمح أصبح يهدد دولا بأكملها، إذ يتوقع أصحاب التقارير أن هذا لا يكون بمتناول هذه الدول خلال الأيام المقبلة إبرام صفقات اقتناء هذا المنتج من الأسواق الدولية، كما تؤكد المنظمة أن الوباء والجفاف وارتفاع أسعار النفط وانفجار أسعار الشحن البحري، كلها عوامل تسببت في هذا الارتفاع الحاد للأسعار.

كما شهدت بعض البلدان، وفقا لمنظمة الأغذية والزراعة "فاو" ارتفاعا في أسعار المواد الغذائية بنسبة 200 بالمائة، إذ تسبب هذا الارتفاع الحاد في أسعار هذه المواد في إحدى الدول بالتزول ب7 ملايين شخص إلى ما دون عتبة الفقر، ولم تسلم الدول الأوروبية من انعكاسات ارتفاع الأسعار والتضخم، الأمر الذي لم تجد أمامه حيلة سوى تبني خطط لتقليص الإنفاق دون اتخاذ أي

بوادر انفراج أزمة ضرائب قانون المالية

اجتماع المحضرين القضائيين اليوم لتقييم الحركة الاحتجاجية

م.ع

ما يقدمه مندوبو الغرف الجهوية الثلاث شرق - وسط - غرب، من معطيات ميدانية ومدى استجابة القاعدة لنداء الإضراب الأول في تاريخ المهنة منذ 20 سنة، والذي لاقى استجابة واسعة من المحضرين القضائيين، وفي ظل عملية التقييم هذه، سيناقش الأعضاء مدى رغبة السلطات في الاستجابة للمطالب المشروعة لأهل المهنة، من خلال دعوات الحوار التي تكون قد وصلت إلى قيادة هذا التنظيم القضائي، لوقف الإضراب والجلوس إلى طاولة الحوار.

وكانت قيادة المحضرين القضائيين عند إشعار السلطات بالدخول في إضراب مفتوح، قد دعت قواعدها منذ أسبوعين، إلى تجميد التصريحات الجبائية للشهر الفارط، إلى غاية ما ستسفر عنه جولات الحوار المنتظرة هذا الأسبوع.

المفروض بداية من هذه السنة على المحضرين القضائيين، عبر قانون المالية التكميلي، من خلال مراجعة مصالح وزارة المالية، عما تضمنه قانون المالية لسنة 2022 من إجراءات على المهنة، وفي مقدمتها نسبة الـ 35٪ من المداخيل المقطعة من هؤلاء الأعوان القضائيين، فضلا عن مراجعة الرسوم الجبائية المفروضة على المحاضر الرسمية المحررة من المحضرين القضائيين لفائدة المتقاضين وصفوها بدغير المنطقية وتراجع السلطات العليا عن المبدأ الدستوري الخاص بمجانبة التقاضي للمواطنين.

وسينصب اجتماع الغرفة الوطنية الثالث في ظرف ثلاثة أسابيع من عقد أول اجتماعها بالتشكيلة الجديدة، على عملية تقييم الأسبوع الأول من شل جميع الجهات القضائية، بناء على

يجتمع، الأحد، أعضاء الغرفة الوطنية للمحضرين القضائيين لتقييم الحركة الاحتجاجية التي شنها منذ أسبوع 3 آلاف محضر قضائي، ردا على الإجراءات التي تضمنها قانون المالية، وما فرضه من نظام جبائي يهدد بغلق معظم الدواوين العمومية الممارسة لمهام التبليغ والتنفيذ القضائي، على حد تعبيرهم.

لقاء قيادة المحضرين القضائيين الجديد يأتي في وقت لاحق فيه بوادر انفراج الأزمة بعد أن أبدت مصالح وزارة المالية فتح قنوات الحوار، حسبما تؤكد مصادر متطابقة، حيث ينتظر أن تعقد إدارة الضرائب بحر الأسبوع الجاري، اجتماعا مع ممثلي المحضرين القضائيين، لبحث سبل تدارك النظام الجبائي الجديد

التجمع الجزائري للناشطين في الرقميات:

يجب مراجعة الرسوم الجديدة على الطرود المستوردة

الجمركية الخاصة بالاستيراد والمطبقة على معدات الإعلام الآلي وكل المعدات التقنية والبرامج المستعملة في مجال الرقمنة. هاته الرسوم «المرتفعة جدا» تؤثر، حسب، مباشرة على أسعار المنتجات الرقمية والحواسيب، وهو «ما لا ينسجم مع أهداف الحكومة ومع ما فتى يطالب به رئيس الجمهورية من تسريع عملية الرقمنة في البلاد، وكذا دعم الشركات الناشطة في الرقمنة واقتصاد المعرفة» حسب البيان. و اعتبر هذه المراجعة «إجراء ضروري إذا أردنا فعلا النهوض بالمجال الرقمي في الجزائر». كما أعلن التجمع أنه قد أنشأ مجموعة عمل مكونة من خبراء ومتعاملين اقتصاديين للخروج باقتراحات و حلول عملية سيقدمها للحكومة في إطار الإعداد لمشروع قانون المالية التكميلي لسنة 2022.

الطلبة والباحثون سيتضررون كثيرا من هاته الرسوم الجديدة، والتي سترفع تكاليف السلع التي يحتاجونها في نشاطهم العلمي والتقني بشكل مهول، خصوصا أن بعض احتياجات هؤلاء لأجهزة الكمبيوتر والملحقات ذات المواصفات الخاصة غير متوفرة في السوق الوطنية». وأكد التجمع «احترامه التام للقوانين المنظمة للتجارة في الجزائر وعمل مصالح الجمارك في حماية الاقتصاد الوطني، ورفضه لاستغلال التجارة الإلكترونية للتحايل على القوانين»، وأكد، في الوقت نفسه، على «حق الناشطين في الرقميات في اقتناء الأجهزة المتعلقة بالمجال الرقمي عبر الإنترنت لاحتياجاتهم». وفي سياق آخر، ذكر التجمع أنه كان، في شهر أوت من سنة 2020، قد راسل رئيس الحكومة آنذاك طالبا من الحكومة أن تعيد النظر في الرسوم

دعا التجمع الجزائري للناشطين في الرقميات المصالح المعنية إلى مراجعة و «بشكل جذري» الرسوم الجمركية الجديدة المفروضة على الطرود البريدية في إطار التسوق عبر الإنترنت، فيما يخص أجهزة الإعلام الآلي وكل المعدات التقنية ولواحقها. و برر التجمع مطلبه بكون الطلبة والباحثين سيتضررون من هذه الإجراءات التي سترفع أسعار بعض السلع التي يحتاجونها في نشاطهم العلمي والتقني، لاسيما تلك غير المتوفرة في السوق الوطنية. و جاء في بيان للتجمع «لا يمكن معاقبة الجميع بتصرفات مجموعة صغيرة، ضف إلى ذلك أن من يستعمل هذا النوع من الشراء يستعمل أمواله الخاصة ولا يؤثر على احتياطات الصرف من العملة الصعبة». واعتبر أن «الكثير من المواطنين غير التجار وخاصة منهم

الجمارك ترد على الجدل حول قائمة الضرائب الجديدة

الرسوم المفروضة تستهدف الأشخاص الذين يُمارسون التجارة الالكترونية بدون سجلات

ردت المديرية العامة للجمارك على الجدل الواسع الذي خلفته قائمة الرسوم الجمركية الجديدة، المفروضة على السلع المستوردة عبر الطرود البريدية.

■ ق.و.



■ وأوضح مدير الجبابة بالمديرية العامة للجمارك، صافي توفيق، أن التعلية ليست بالجديدة، وإنما جاءت لتوضيح ما تضمنه قانون المالية لسنة 2022 فيما يتعلق بشق تأطير التجارة الإلكترونية، مشددا أن الرسوم المفروضة لا تخص التجار والمستوردين أصحاب الجملة، وإنما تستهدف الأشخاص الذين يُمارسون التجارة الالكترونية بدون سجلات تجارية.

ويرر المتحدث القرار المثير للجدل، بالقول: "لقد سجلت مصالح الجمارك عديد عمليات الغش التي تتم عن

عبر المواقع الالكترونية الضرائب للخزينة العمومية، كما أبرز أن الرسوم المفروضة لا تختلف من حيث قيمتها المادية عن تلك التي يدفعها المستورد العادي.

طريق التجار والأشخاص الذين لا يملكون سجلا تجاريا ويقومون باستيراد الكثير من الطرود بأسماء مواطنين دون دفع الرسوم الجمركية". وأضاف: "من غير المعقول أن لا يدفع المواطن الذي يشتري



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger

البنوك والبنوك المالية في الجزائر - الجزائر
البنوك والبنوك المالية في الجزائر - الجزائر